Note argumentaire sur la PEC

Les faux arguments des détracteurs de la PEC

1. La PEC coûte cher

Non, la prise en charge des lycéens à l'étranger coûte 2,5 fois moins cher qu'en France (4.500€ contre 11.400€, par lycéen et par an).
(Budget global en 2011 : 33 M€, moins de 32 M€ prévus pour 2012.)

2. La PEC se fait aux dépens des bourses

Faux. Le budget des bourses a été multiplié par 2 depuis la création de la PEC en 2007.
Il est passé de 47 M€ à 93,6 M€ pour 2012.
Il est 3 fois plus élevé que le budget de la PEC : 93,6 M€ pour les bourses contre 31,9 M€ pour la PEC.

3. La PEC favorise les riches

Non, les riches mettent leurs enfants dans les lycées français quoi qu'il arrive, PEC ou pas PEC.
Les familles les plus démunies aussi, grâce aux bourses.
Les fonctionnaires aussi, grâce à leur avantage familial.
Ceux à qui profitent la PEC, ce sont les classes moyennes du secteur privé, la majorité de nos compatriotes, à l'étranger comme en France.
Si on supprime la PEC, on n'accueillera plus que des enfants français très modestes, des enfants de fonctionnaires et des enfants de familles très aisées, françaises et étrangères.

4. La PEC exclut les enfants étrangers

Que les frais de scolarité soient payés par l'Etat français ou par les familles, cela ne change rien : ils sont payés de la même façon. Cela n'a aucune incidence sur les familles qui paient elles-mêmes les écolages, qu'elles soient françaises ou étrangères.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les écoles françaises à l'étranger ont été créées à l'origine par les familles françaises expatriées pour leurs enfants afin qu'ils bénéficient du même enseignement qu'en France et qu'il n'y ait pas de rupture dans leur scolarité le temps de leur résidence à l'étranger.
La scolarisation des enfants étrangers n'est donc pas la priorité des écoles françaises. Les enfants étrangers ont le choix - puisqu'ils sont dans leur pays - entre leur propre système d'éducation et le système français ; les enfants français n'ont pas le choix quand ils ne parlent pas la langue du pays d'accueil ou sont amenés à déménager et doivent poursuivre leur scolarité dans le même système d'enseignement.

Soulignons qu'au niveau du lycée, là où la PEC est en vigueur, il y a près de 2 fois plus d'élèves étrangers que français¹. On ne peut donc pas dire que la PEC a un effet d'éviction envers les élèves étrangers.

En 2010-2011 et 2010, sur toutes les classes de la maternelle à la terminale de l'ensemble des établissements français (EGD + conventionnés + homologués), les étrangers représentent 60% des effectifs :

295.280 élèves, dont • 184.993 étrangers (+4,5% par rapport à l'année précédente)

¹ 17.590 élèves français contre 32.371 étrangers en 2010-2011 et 2011, tableau AEFÉ du 12/09/2011.

français (+4,7% par rapport à l'année précédente).

Notons que le budget de 422 M€ attribué à l'AEFE hors aides à la scolarité, bénéficie aux élèves français comme aux élèves étrangers.

Par ailleurs, les étudiants étrangers bénéficient de bourses d'études et de stages pour venir en France d'un montant total de 93,5 M€, c'est-à-dire que le même budget que celui des bourses pour les élèves français à l'étranger.

5. La PEC entraine l'augmentation des écolages

NON. Les frais de scolarité poursuivent leur progression, en particulier dans les établissements du réseau de l'AEFE. Par exemple à Alger ou à Pondichéry (2 établissements en gestion directe de l'AEFE), les familles paient aujourd'hui 2 fois plus cher qu'en 2007 car les frais de scolarité ont triplé depuis la 1^e année de mise en œuvre de la PEC.

La cause de l'augmentation des écolages : le développement du réseau, les constructions de nouveaux bâtiments pour accueillir un nombre toujours croissant d'élèves en raison du succès de notre système d'enseignement.

6. La PEC est un « cadeau » fait aux entreprises

L'éducation est une mission de service public. Ce n'est pas aux entreprises de la financer.

Lorsque les entreprises paient les frais de scolarité, que ce soit directement auprès de l'établissement ou par le biais d'une augmentation de salaire, c'est le fruit d'une négociation salariale. On ne peut donc pas détacher cet avantage de la rémunération du salarié.

Quoi qu'il en soit, le rapport de l'Assemblée nationale sur le budget pour 2012 précise que « *concernant les grands groupes français, le désengagement reste à ce jour marginal et l'on ne constate pas de politique globale de désengagement. Il est à noter que parmi les employeurs des bénéficiaires de la PEC, environ 80% sont étrangers.*² »

En 2010, l'audit de la RGPP (révision générale des politiques publiques) faisait apparaître un désengagement de 4 entreprises sur les quelque 200 rassemblées dans le cercle Magellan.

* * * * *

Quelques chiffres

Budget de la PEC pour 2012 : 31,9 M€

Budget des BOURSES pour 2012 : 93,6 M€

En 2010-2011 et 2011 (avant le plafonnement) :

Coût moyen de la PEC par lycéen : 4.520 €. (7.351 bénéficiaires)

Coût moyen d'une BOURSE par lycéen : 3.329 €. (23.509 bénéficiaires)

Coût moyen des aides à la scolarité (PEC & BOURSES) par lycéen : 3.613 €. (30.857 bénéficiaires)

Prévisions pour 2011-2012 (avec le plafonnement)³ :

Coût moyen de la PEC par lycéen : 3.836 €. (7.114 bénéficiaires)

Coût moyen d'une BOURSE par lycéen : 3.490 €. (19.977 bénéficiaires)

Coût moyen d'un lycéen en France en 2009 (dernier chiffre connu) : 11.400 €.

² Rapport spécial n° 3805 annexe 1, PLF pour 2012, Action extérieure de l'Etat, Commission des Finances, octobre 2011, p 46.

³ Prévisions, chiffres provisoires uniquement pour le rythme Nord.